Tribune : “Les politiques classés à droite sont quasi-inéluctablement moins “à droite” que leur base électorale”

11/07/2017 à 18h08

FIGAROVOX/TRIBUNE – Alors que la droite est fracturée entre les « constructifs » qui souhaitent travailler avec la majorité présidentielle et ceux qui s’y refusent, le groupe de réflexion « A droite » plaide pour une reconstruction décomplexée et conforme aux idées portées par les électeurs.

«À droite» est un groupe de réflexion composé de jeunes actifs, de militants et de hauts fonctionnaires. Il entend contribuer à court terme au débat qui accompagnera le Congrès des Républicains du mois de décembre et à moyen terme à la refondation de la droite.

Voici trop longtemps que la droite est trahie par certains de ses cadres, lesquels, depuis au moins le mi-temps du quinquennat Sarkozy, semblent honteux d’être «à droite». Voici trop longtemps que les cadres de la droite prônent une «droite ouverte, pas sectaire» (Alain Juppé), brocardent la «droitisation» (Nathalie-Kosciuzko-Morizet) et la «radicalisation» (Alain Juppé) de leur électorat, fustigent les «dérives droitières» (Jean-Christophe Lagarde) de leurs collègues et ne se revendiquent désormais de «droite» que pour ajouter qu’ils sont «constructifs» (Thierry Solère), préparant ainsi la victoire puis l’hégémonie politique et intellectuelle du mouvement d’Emmanuel Macron.

Les cadres de la droite ne semblent plus percevoir ce qui les distingue de la majorité présidentielle, au point que la droite politique semble tout proche de passer l'arme à gauche.

(…) Cette droite politique se méfie de la «droite des idées» comme de son ombre, au point de reprendre contre cette dernière le vocabulaire polémique de la gauche. Il semble en effet entendu dans l'esprit d'un bon nombre d'élus de droite que la gauche et le centre revêtent une supériorité intellectuelle et morale, comme si la droite était un poison politique, inévitable à faible dose, mais dont il faut prévenir une trop forte concentration dans le corps social. La suspicion à l'égard de toute tentative de décomplexer la droite en témoigne: elle ne serait admissible dans le débat public que dans une version affadie, inhibée. Cette suspicion à l'égard de la droite se redouble d'une méfiance à l'égard du peuple et de ses opinions droitières: le préjugé est tenace selon lequel la droite flatterait les mauvais penchants du peuple, susciterait chez lui de mauvais sentiments, à l'inverse de la gauche, qui ferait naître chez lui ce qu'il y a de meilleur, en l'obligeant à la générosité et à l'ouverture.

Pourtant, depuis quelques années, la « droite des idées » avait su imposer dans les médias des thèmes mobilisateurs pour l'électorat.

Pourtant, depuis quelques années, la «droite des idées» avait su imposer dans les médias des thèmes mobilisateurs pour l'électorat: affirmation de l'identité nationale, défense de la liberté personnelle et de son corollaire, l'éthique de responsabilité, affirmation des limites qui doivent circonscrire l'action politique (frontières nationales, écologie humaine), lutte contre l'insécurité physique, sociale et culturelle, réarmement moral face au terrorisme islamiste. Le dernier sondage Ipsos sur les «Fractures françaises» ne fait que confirmer la prégnance de plusieurs de ces thèmes dans l'esprit des Français. Las, la droite politique a préféré

faire campagne sur des thèmes plus nobles à son sens: réduction du déficit public, maîtrise de la dette, suppression de l'ISF, promotion de la high-tech, rétrécissant ainsi le débat politique aux seules perspectives économiques, sans apporter de réponse au défi de civilisation, passant sous silence les attentes de son électorat.

Pour les élites politiques et médiatiques, le conservatisme des gens ordinaires – cette volonté de conserver ce qu'ils ont reçu en héritage moral et ce qu'ils ont gagné par leur travail – est une aberration intellectuelle. Dans leurs esprits nourris d'abstraites idéologies, leur rôle est de guider le peuple, de modérer ses instincts, d'être son avant-garde. Eh quoi! les gens n'auraient donc pas pour ambition de «changer la vie»? Ne seraient-ils pas réceptifs aux progrès des droits des minorités, à la déconstruction de leur roman national, à l'édification d'une «société plurielle» et sans frontières? Ne sont-ils pas sensibles aux utopies sociales? Pourquoi ne souhaitent-ils pas construire une société différente? L'idéalisme progressiste issu de la pensée révolutionnaire constitue l'arrière-pensée de la plupart de nos élites et de nos élus: c'est d'ailleurs en cela qu'Emmanuel Macron a raison de revendiquer à la fois une inspiration de gauche, un certain libéralisme et une aspiration à la «révolution», titre de son ouvrage programmatique. Il s'agit d'ériger le changement en moteur de l'Histoire selon une logique de la table rase au service de l'émancipation qui structure toute conception révolutionnaire. Au contraire, la persistance d'un attachement naturel à la continuité historique, aux racines et à la tradition, le refus d'une vision intempérante du progrès, constituent le fonds constant de la droite qui oppose à l'idéalisme du progrès (le «progressisme») un réalisme de la préservation.

Les hommes politiques classés à droite sont quasi-inéluctablement moins « à droite » que leur base électorale, ce qui ne manque pas de créer un sinistre décalage.

Les hommes politiques classés à droite, par le double effet de leur position d'avant-garde et de la mécanique «sinistrogyre» (Albert Thibaudet) qui régit la vie politique française, sont quasi-inéluctablement moins «à droite» que leur base électorale, ce qui ne manque pas de créer un sinistre décalage. Ce décalage semble aujourd'hui avoir atteint son paroxysme, au point que la droite politique n'a plus le choix: ou elle se réarme intellectuellement, ou elle passe l'arme à gauche. Si la droite des idées campe ferme sur ses positions, que la droite politique retrouve une doctrine, une identité et une vision, au lieu de se soumettre aux ordres moraux des élites politiques et médiatiques, elle pourra en revanche être le foyer de l'alternative. À la veille d'une recomposition politique et idéologique d'ampleur, la droite ne sortirait du clivage qu'à son détriment, pour se fondre dans un consensus social-démocrate, mondialiste et libertaire qui assécherait le débat public sans répondre aux attentes de ses électeurs, notamment dans la France périphérique.

Jeunes de droite aux parcours et expériences complémentaires, nous avons décidé de nous réunir afin de contribuer activement à la refondation de la droite, en lançant le groupe de réflexion "À droite". "À droite", nous voulons apporter une réponse aux attentes légitimes des Français, une vision alternative pour le pays. Nous proposerons dès septembre nos premières orientations, pour poser les jalons de ce que doit être l'opposition et pour retrouver confiance en l'avenir de la France, préférant aux médiocres desseins individuels la grandeur du destin national.

Le Figaro